

Budget Lecornu : une attaque féroce ***Pour nous défendre, ne comptons que sur nous-mêmes***

Le 17 octobre, l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la France en raison d'une « incertitude élevée » sur ses finances publiques. Les milieux financiers rappellent à Macron et Lecornu que leur mission est de s'attaquer toujours plus fort aux travailleurs et travailleuses.

Coupes et mauvais coups

Consigne entendue ! Dans l'éducation, le gouvernement s'apprête à supprimer 4 000 postes d'enseignants et à ralentir le recrutement des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

L'augmentation du budget des hôpitaux est limitée à 1,6 %, alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %.

Les salaires de la fonction publique n'augmenteront pas de sitôt, à l'instar des allocations familiales, des bourses étudiantes ou des pensions de retraite, qui seront sous-indexées par rapport à l'inflation de 0,4 %, à partir de 2027. Les apprentis verront même leur salaire net baisser !

Les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers perdront leurs aides pour le logement (APL) et les étrangers devront payer davantage de frais pour les demandes de titres de séjour.

Même les tickets resto et les chèques vacances vont être taxés à 8 % !

Le projet de financement de la Sécurité sociale prévoit plus de 7 milliards d'euros d'économies sur la santé, avec le doublement des franchises médicales et du reste à charge sur les médicaments, les transports sanitaires, les consultations médicales, et maintenant les dispositifs médicaux, comme les prothèses. Les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) perdront l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières.

Toutes ces attaques vont s'ajouter à nos difficultés quotidiennes pourtant déjà nombreuses.

Grossière tentative d'arnaque sur les retraites

Pourtant, certains osent prétendre que ce budget est une avancée, car il contiendrait la suspension de la réforme des retraites de 2023. En fait, il s'agit d'un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, car le nombre de trimestres

nécessaires pour obtenir une retraite pleine continue d'augmenter, l'augmentation est juste ralentie. En plus, pour que cette prétendue concession soit adoptée, il faudrait voter tout le budget de Lecornu !

Cela a suffi aux députés socialistes pour renoncer à la censure. Leurs partenaires du Nouveau Front populaire crient à la trahison... mais on ne peut être trahi que par ceux à qui on fait confiance ! La trahison, c'était plutôt de remettre en selle le Parti socialiste lors des élections législatives de 2022 et 2024.

Ce n'est cependant pas un hasard si la manœuvre de Lecornu pour faire passer ses attaques, concerne les retraites : c'est là qu'il y a eu les plus importantes luttes nationales ces dernières années, preuve que nos luttes laissent toujours des traces.

Préparons-nous à riposter

À nous de faire échec à cette piètre tentative de détournement, en nous mettant en grève, tous et toutes ensemble, pour imposer que pas un seul salaire ni une seule allocation ne soit inférieurs à 2000 euros, pour des embauches massives dans les services publics, pour l'interdiction des licenciements...

Si les directions syndicales ne semblent pas pressées de préparer la contre-attaque, la CFDT se réjouissant même de l'entourloupe de Lecornu, certains n'attendent pas pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires ou leurs droits, comme les postiers du 17^e arrondissement de Paris, les cheminots de la gare Saint-Lazare, les ouvriers de la logistique et du transport de Geodis, les salariés d'Auchan, les étudiants sans-facs de l'université de Nanterre...

Les gouvernements changent, les politiciens passent, mais les politiques restent et resteront tant que les patrons, les actionnaires, les banquiers, qui ne dépendent pas des élections, garderont leur pouvoir. Alors regroupons-nous pour le renverser. C'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider !

Plus c'est gros, plus ça passe !

Le passage à 7 heures 30 pour toutes les équipes en amplitude courte devait être une piste à réfléchir. Évidemment, on se rend tous bien compte que, si on ne s'y oppose pas, ce changement nous sera imposé. Dans certains services, le recul est considérable. Non seulement, on perd trois RTT, mais les repos compensatoires nous seront imposés.

Pour d'autres, la modification des amplitudes va entraîner la perte de deux ou trois Y et jusqu'à cinq jours de congés annuels sur l'année.

À la diète

La direction s'est penchée sur les primes versées aux agents dans les établissements de Bellevaux, Avanne et des Tilleroyes. Elle a annoncé sans scrupules : « *Il y aura des gagnants et des perdants.* » Il n'y a pas de mystère, pour rendre la fusion des établissements rentables, elle va prendre dans nos salaires et sur nos conditions de travail.

Pas de doute que les primes exceptionnelles qu'elle se verse, elles, seront conservées.

Ça chauffe

Maintenant, que l'été est passé, la direction se penche enfin sur les problèmes de climatisation. Un peu, tard, vous dites ? Les actions mises en place cette année ont été insuffisantes, les chaleurs ont été telle que des patients ont été mis en danger comme en réanimation médicale ou en cardiologie. Si on a réussi à s'en sortir malgré tout, c'est surtout grâce à nos astuces et à nos petites débrouilles.

Pour l'isolation des façades des bâtiments, on peut toujours se gratter !

Ouverture de lits

La direction a annoncé son intention d'ouvrir quatre lits en soins intensifs de cardiologie, et de transformer six lits du service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire (CTCV), actuellement fermés, en lits pour la cardiologie conventionnelle. Une bonne nouvelle pour les services qui sont souvent saturés. Seulement, voilà, l'ouverture des lits se fera lorsque du personnel sera embauché et depuis un certain temps, toutes les candidatures reçoivent une réponse négative.

Il faudra plus que des promesses pour améliorer nos conditions de travail.

Tout fusionne !

Les services de réanimation de chirurgie et de soins intensifs du bloc CTCV vont fusionner. De même que la gouvernance du bloc CTCV qui va devenir

commune à celle du bloc général. En clair, cela veut dire que les équipes seront amenées plus régulièrement à faire des remplacements dans des services où elles ne sont pas formées. De plus, certains blocs opératoires ouvriront la nuit, sans que du personnel ne soit pas prévu en plus.

Une gestion aux petits oignons

Un projet de fusion recommandé par l'ARS est en cours entre les hôpitaux de Pontarlier, Mouthe, Levier, Nozeroy et Besançon. Ce projet fait suite à une longue période de direction par intérim par le directeur du CHRU de Besançon, après la mise en retraite anticipée du directeur de Pontarlier pour harcèlement. Comme toute fusion, celle-ci impliquerait la suppression de postes administratifs « redondants », et donc une intensification de la charge de travail pour celles et ceux qui restent. Pour le personnel médical, l'addition est également salée. Un projet de « mise en commun » des effectifs permettrait de mobiliser des agents d'un hôpital à l'autre pour pallier des manques d'effectifs.

Faire toujours plus avec moins, voilà la politique des ARS, soutenue et exécutée par les directions hospitalières.

Les patrons bloquent l'augmentation des retraites complémentaires

Les retraites complémentaires des ex-salariés du privé ne seront pas revalorisées au 1er novembre et donc gelées pour l'année 2026, « faute d'accord » entre les syndicats et le patronat qui gèrent le régime de l'Agirc-Arrco. Les syndicats proposaient une modeste augmentation de 1 % en phase avec l'inflation mais les patrons ont vigoureusement refusé proposant un ridicule 0,2 %.

Après la décision de Lecornu d'une année blanche pour l'ensemble des pensions et prestations sociales, le patronat en rajoute une couche en gelant les complémentaires. Un mauvais coup de plus.

La traite des êtres humains en hausse

En France l'an dernier, 7 285 personnes ont été identifiées comme victimes de traite, contre 6 022 en 2023, soit une hausse de 21 %. Les formes les plus communes de ce crime sont l'exploitation sexuelle et le proxénétisme mais aussi le travail forcé, qui inclut des conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine. Là encore, 89 % des victimes sont des femmes, souvent exploitées sexuellement.

Le capitalisme, un système abject et inhumain dont il faut se débarrasser d'urgence.

